

Pourquoi étions nous en grève ce 10 novembre 2020?

Ceci est une version longue de l'intervention lue lors du rassemblement à 4 voix. Pas loin de 200 personnes, des témoignages portés au micro, venant illustrer la déclaration intersyndicale.

Que voulons-nous ? Pourquoi sommes nous en grève aujourd'hui ?

"Ce n'est pas le moment", entend-on ce matin sur les médias, alors même que la seconde vague frappe la société avec une circulation intense du virus sur l'ensemble du territoire. Quel manque de solidarité nationale ! Quel risque sanitaire ! Quel tracas pour les parents.

À toutes celles et ceux là, nous leur disons que nous sommes en grève parce que nous voulons affronter ce virus. Parce que nous voulons évoluer dans un monde rationnel, solidaire, organisé donc libre. Parce que nous voulons les moyens humains et matériels indispensables pour que l'Ecole reste ouverte sans que cela ne se traduise par des morts nombreuses. Parce que nous voulons que l'Ecole reste ouverte pour que les inégalités scolaires et sociales n'explorent pas. Parce que l'Ecole laïque, le service public, c'est l'avenir émancipé, libre, de toute une société, de notre société.

C'est pour les enfants, pour les adolescents et adolescentes, pour nos élèves et donc pour la jeunesse de ce pays que nous sommes ici.

Qu'on ne nous fasse pas de mauvais procès.

Nous disons aussi que l'impuissance actuelle à maîtriser le virus n'est pas une fatalité. Que ce n'est pas l'impuissance de la science, même si celle-ci est mise fortement à l'épreuve. Nous disons qu'il existe des alternatives à la politique anti-services publics menée dans notre pays depuis des décennies et qui est poursuivie encore actuellement en plein cœur de cette seconde vague .

Ce qui met en péril ce projet de guérison c'est une gestion de l'éducation nationale, la même que celle de l'hôpital, gestion qui affiche son auto-satisfaction, mais qui empêche les agent·es de faire leurs métiers. Une gestion qui dit que tout est prêt. Qui dit qu'elle a raison. Que nous devrions nous taire.

Et pourtant, que de retards coupables de ce gouvernement, pour ne pas dire criminels. Les masques d'abord, les tests ensuite... Des protocoles inapplicables, hors sol, renvoyant au local des décisions qui pourraient être assumées à des niveaux hiérarchiques supérieurs , qui mettent en tension les professionnels, et qui semblent là pour disculper les institutions avant de protéger les personnes, adultes comme enfants. Ordres, contrordres et finalement désordre. Ce qui s'est installé c'est une gestion qui impose l'incompréhensible. Qui multiplie les atteintes aux libertés publiques. Qui confine à l'absurde. Qui s'autorise des impréparations inexplicables. Il en est ainsi pour l'hommage à Samuel Paty, totalement escamoté. Il en est ainsi pour les files d'attente où les élèves sont agglutinés pour aller à la cantine , il en est ainsi des fenêtres qui ne s'ouvrent pas alors qu'il faudrait aérer, des gels hydro alcoolique en rupture de stock, des masques potentiellement toxiques, des masques payants pour les enfants... La liste est longue. Trop longue.

Le ministre, après une semaine d'explosion des lycées, d'épuisement des professeur.e.s, finit par accéder à la demande de dédoublement des classes, a minima en lycée seulement. Il aura fallu des grèves, des exercices de droit de retrait, des pétitions signées à plus de 50 % des membres des équipes en pleine crise sanitaire justement, pour qu'enfin on accepte une mesure insatisfaisante, mais seule réponse possible à court terme, qui était demandée dès avant cette rentrée du 2 novembre.

Cette mesure est insatisfaisante, car dédoubler des classes c'est dire à la moitié des élèves de lycée « restez chez vous ». Là encore le ministre restera droit dans ses bottes, prétendant que la continuité pédagogique est assurée. Mais nous savons toutes et tous que cette continuité n'existe pas. Que les fractures numériques, sociales, scolaires, jouent à plein avec l'usage numérique distanciel. Que ces fractures démultiplient encore et toujours les inégalités en faveur des plus riches. Qu'on n'apprend pas seul·e chez soi devant un écran, ni même avec ses parents. Qu'un.e professeur.e ne peut pas sérieusement enseigner en présentiel **et** en distanciel.

Dans le primaire la brigade de remplacement est insuffisante. Des enseignants et des enseignantes ne sont plus remplacé.e.s. Ici ou là, deux adultes se retrouvent avec plus de 90 enfants en charge. Comment alors parler de pédagogie et d'apprentissage ? Comment le Ministre ose-t-il parler de confiance et de bienveillance ? Comment exiger une limitation du brassage dans ce contexte ? De plus en plus on demande aux AESH, aux ATSEM, de prendre en charge des groupes voire des classes faute d'enseignants et d'enseignantes disponibles. Mais ces métiers ne sont ni qualifiés, ni payés à hauteur de la responsabilité que suppose l'encadrement autonome d'élèves.

Dans le secondaire, des surveillants et des surveillantes manquent cruellement. Ils et elles ne sont pas assez nombreux et nombreuses pour à la fois être à la distribution du gel, au placement des élèves dans la cantine, et à la gestion de la file d'attente pour faire respecter les distances. La question des personnels de santé, infirmiers et infirmières, médecins scolaires, se pose toujours avec la même acuité dans le service public d'éducation, sans parler du véritable démantèlement des effectifs de psychologues de l'Éducation Nationale.

La vraie solution pour à la fois accueillir toutes et tous les élèves tout en diminuant les risques de contamination, c'est de recruter massivement des personnels, notamment bien sûr enseignants. Il faut déjà réparer ce que les dernières décennies ont produit de laminage de l'École. Cette détérioration de l'enseignement public c'est le fruit de politiques éducatives qui ont géré l'Éducation publique et laïque sans ambition, avec comme seule boussole de réduire les coûts, avec comme ligne de pensée que l'école coûte trop cher, que c'est une charge avant d'être un investissement et un bien commun. Celles et ceux qui dirigent ont sciemment installé un système qui s'évertue à ignorer la réalité, à masquer le besoin, à réprimer les alertes, à mépriser les remontées de terrain, à réprimer les controverses et les critiques, et à criminaliser le syndicalisme. Tout cela en faisant dans le même temps preuve de complaisance, de largesse, envers l'enseignement privé sous ou hors contrat.

Pourquoi sommes-nous en grève ce mardi 10 novembre, en pleine crise sanitaire ?

Parce que nous demandons, sans être entendu·es, dès la première crise, la mise en place immédiate d'un plan d'urgence pour l'Éducation Publique et laïque. Un plan d'urgence permettant le recrutement significatif d'enseignants et d'enseignantes, à commencer par celles et ceux qui figurent sur les listes complémentaires aux concours.

Nous demandons que le ministre Jean Michel Blanquer, qui occupe depuis tant d'année les plus hauts postes administratifs et politiques de l'institution, qui incarne cette dégradation néolibérale de l'école publique, qui ment, qui s'autosatisfait d'impréparations majeures, qui maltraite les mots jusqu'à amputer le texte de Jaurès dans sa partie critique des évaluations (tiens c'est curieux), qui maltraite les mots en remplaçant, toujours dans ce même texte de Jaurès le mot "fierté" par celui de "fermeté" (tiens c'est encore curieux) nous demandons que ce ministre démissionne. Comment continuer avec un ministre qui agrège comme aucun autre la défiance de tous les personnels, enseignantes et enseignants, cadres, agents territoriaux, ATSEM,

AESH, personnels administratifs, de santé, de servic social...? Comment continuer avec un Ministre qui préfère alimenter les tensions et jeter l'opprobre sur l'Université plutôt que de nous donner les moyens de rendre un hommage à notre collègue ? Comment continuer avec un Ministre qui, plus d'un an après le suicide de Christine RENON en Seine Saint Denis n'a toujours pas pris en compte la détresse des directrices et directeurs d'école ? Nous savons que le suivant sortira encore du même moule, de l'institut Montaigne ou de quelque officine comparable. Mais le symbole est important. Ce ministre symbolise le désarroi et la profonde colère qui a gagné toute l'institution scolaire.

Nous n'acceptons plus cette part d'épuisement liée directement à sa pratique du pouvoir. Un pouvoir autoritaire, qui méprise les métiers, qui méprise les personnels à l'interne de l'institution et qui se répand dans des médias complaisants sur le thème de la bienveillance, sans contestation sérieuse de son propos.

Un pouvoir autoritaire, qui priorise une stratégie communicationnelle contre la prise en compte de la réalité, qui soumet les écoles à des revirements incessants et à des consignes contradictoires.

Un pouvoir autoritaire qui pousse le mépris jusqu'à informer les personnels, y compris désormais des échelons de hiérarchie, par le truchement des chaînes d'information continue, tout en parlant sans cesse de confiance.

La désorganisation est grande. Elle épuise à un point exceptionnel les personnels. Le ministre croit s'en tirer en accédant aux demandes de dédoublement, en annulant les E3C dont il sait le rejet que ces épreuves suscitent. Mais dans le même temps il prononce des sanctions terriblement lourdes pour les 4 de Melle qui ont lutté contre ces mêmes E3C. Ne tombons pas dans le piège qui consisterait à nous satisfaire de ces quelques concessions qui ne coûtent rien. Elles ne visent qu'à faire hésiter celles et ceux qui voulaient exprimer leur consternation, leur colère, leur ras-le-bol. C'est une grève d'avertissement, qui en appelle d'autres.

Alors que du jour au lendemain a été abandonné le fameux dogme des 3% qui a justifié 30 ans durant la diminution permanente des dépenses publiques, alors que du jour au lendemain des centaines de milliards publics sont consacrés à sauver les entreprises, alors même qu'on sauve les banques on n'envisage pas de dépenses d'investissement massif dans les constructions communes essentielles à notre avenir que sont l'éducation, la formation et la recherche ? A l'inverse ce gouvernement accompagne le délitement du système éducatif, comme si sa seule volonté était de maintenir une garderie nationale pour permettre aux salarié-e-s d'aller bosser.

Aujourd'hui plus encore le pays a besoin d'un plan d'urgence comprenant un recrutement massif de professeur-es afin d'assurer les remplacements des personnels scolaires malades ou vulnérables dans l'Ecole publique.

Aujourd'hui plus encore le pays a besoin d'un plan d'urgence pour organiser la mise en place, dans les structures scolaires, d'effectifs allégés permettant le non-brassage et la distanciation.

Aujourd'hui plus encore le pays a besoin d'un plan d'urgence pour permettre aux établissement scolaires d'assumer la dégradation de fonctionnement liée à l'état sanitaire.

Aujourd'hui plus encore le pays a besoin d'un plan d'urgence dans l'Ecole, au niveau territorial, comprenant le recrutement de personnels polyvalents par les collectivités locales, de façon à assurer l'entretien des locaux et le respect digne des conditions de salubrité et de sécurité auxquelles les élèves et les personnels ont droit.

Aujourd'hui nous renouons avec la rue, malgré le confinement.

Nous ne lâcherons rien pour conforter le service public d'éducation.

Nous ne lâcherons rien pour émanciper la jeunesse.

Nous ne lâcherons rien pour inventer un avenir commun solidaire, juste et libre.

Nous ne lâcherons rien pour inventer l'avenir